

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché portant sur un service de location-entretien d'articles textiles (vêtements de travail, linges et autres articles textiles)

SOMMAIRE

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	4
ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHE	4
2.1. Objet	4
2.2. Forme et montant	4
2.3. Allotissement	4
2.4. Durée et délais d'exécution	4
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1. Représentant des parties	5
4.1.1. Représentant de l'INSERM	5
4.1.2. Représentant du titulaire	5
4.1.3. Adresse de livraison / collecte	5
4.1.4. Accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR)	5
4.2. REALISATION DES PRESTATIONS	5
4.2.1. Conditions de réalisation des prestations	5
4.2.2. Stockage, manutention et transport	5
4.2.3. Conditions de livraison	6
4.2.4. Dispositions destinées à garantir la continuité du service	6
4.2.5. niveau d'obligation prévu au contrat	6
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU titulaire	6
5.1. Obligation de conseil et d'information	6
5.2. Obligation de confidentialité	6
5.3. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire	7
5.4. Obligations réglementaires	7
5.5. Responsabilité du titulaire	7
ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1. vérification et admission des prestations	7
ARTICLE 7. REGIME FINANCIER	8
7.1. contenu des prix	8
7.2. forme des prix	8
7.3. émission des bons de commande	8
7.4. Avance	9
7.5. Facturation et paiement	9
7.5.1. Modalités de facturation	9
7.5.2. Transmission de la facture	9
7.5.3. Règlement	9

7.6. Délai de paiement	10
7.6.1. <i>Délai de paiement</i>	10
7.6.2. <i>Intérêts moratoires</i>	10
7.6.3. <i>ordonnateur de la depense et comptable assignataire</i>	10
ARTICLE 8. MODIFICATIONS	11
8.1. Modification du marché	11
8.2. Modifications mineures relatives au titulaire	11
8.3. Changement de titulaire	11
8.4. Modifications unilatérales par l'acheteur	11
ARTICLE 9. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT	12
ARTICLE 10. PENALITES	12
10.1. Pénalités pour retard	12
10.2. Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement	12
10.3. Autres penalites	12
10.3.1. <i>Penalités pour travail dissimulé</i>	12
10.3.2. <i>Penalités pour absence de declaration de sous-traitance</i>	12
10.4. Plafonnement des penalites	13
ARTICLE 11. DISPOSITIONS DIVERSES	13
11.1. Langue	13
11.2. Sous-traitant	13
11.2.1. <i>Procédure d'agrément</i>	13
11.2.2. <i>Modalités de paiement des sous-traitants</i>	14
11.3. Assurance responsabilité civile	14
11.4. Resiliation	14
11.5. Excecution aux frais et risques	14
11.6. Differends - litiges	14
ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	15

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

Délégation Régionale Paris IDF Centre Est
8, rue de la croix jarry
75013 PARIS

Représenté par Madame Karine LANINI, Déléguée Régionale

ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

2.1. OBJET

Le présent marché porte sur un service de location et entretien d'articles textiles (vêtements de travail, linges et autres articles textiles) pour les besoins des structures de recherche dépendants de la Délégation régionale Paris IDF Centre Est.

2.2. FORME ET MONTANT

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande et soumis aux dispositions des articles R.2162-2 et R.2162-13 et 14 et du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec un maximum au sens de l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

A titre indicatif, le montant maximum de l'accord-cadre, reconductions comprises est estimé à 140 K € HT. Ce montant ne constitue aucunement un engagement contractuel.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par l'Inserm au cas où le montant cumulé des bons de commande n'atteindrait pas le montant estimé ci-dessus.

2.3. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

2.4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché commence à s'exécuter à compter de la date du début d'exécution. Il est reconductible par tacite reconduction deux (2) fois par période de douze (12) mois sans que sa durée totale ne puisse excéder trente-six (36) mois.

Le début de la prestation après la mise en place des stocks et matériels nécessaires est fixé **au 1^{er} avril 2026**.

Les prestations objet du présent contrat sont réalisées par le titulaire sur la base d'une programmation détaillée des opérations de collecte et de livraison, définie à la date de début du contrat.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (BPU, DQE) dûment complétés et signés par le titulaire ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu du décret du 30 mars 2021. Ce document est librement téléchargeable sur le site legifrance.gouv.fr ;
- L'offre du titulaire basée sur le cadre de réponse technique fourni dans les documents de la consultation ;
- Les éventuels avenants ;
- Les bons de commande.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire, et contraire aux clauses du présent CCAP ou du CCAG-FCS est réputée non écrite.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. REPRESENTANT DES PARTIES

4.1.1. REPRESENTANT DE L'INSERM

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

4.1.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

4.1.3. ADRESSE DE LIVRAISON / COLLECTE

Les adresses de livraison et de collecte sont définies dans l'annexe au CCAP.

4.1.4. ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal en vigueur et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

4.2. REALISATION DES PRESTATIONS

4.2.1. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

4.2.2. STOCKAGE, MANUTENTION ET TRANSPORT

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Les emballages et matériel de transport relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

4.2.3. CONDITIONS DE LIVRAISON

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

L'adresse de livraison est rappelé sur bon de commande.

Jours et horaires de livraison : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Personnes à contacter pour la livraison : Cf. annexe du CCAP.

4.2.4. DISPOSITIONS DESTINEES A GARANTIR LA CONTINUITE DU SERVICE

Hormis le cas de force majeure, le titulaire exécutera les prestations prévues au marché, quelles que soient les circonstances.

Pour assurer la continuité des prestations, il devra, le cas échéant, disposer d'une structure lui permettant de pallier tous types d'inconvénients susceptibles de perturber l'exécution du marché et ce sans gêne ni surcoût pour l'acheteur.

En cas d'interruption des prestations et sauf cas de force majeure, l'Inserm se réserve le droit de confier à un tiers l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire, en attendant qu'il soit statué par toutes voies de droit sur la réparation du préjudice subi.

En aucun cas, un mouvement de grève du personnel du titulaire ne peut être considéré comme un cas de force majeure.

4.2.5. NIVEAU D'OBLIGATION PREVU AU CONTRAT

Le titulaire est soumis à une obligation de **résultat** pour l'exécution des prestations objet du présent marché. Cette obligation concerne notamment, le respect des délais prévus, la qualité du traitement conforme aux normes d'hygiène et de propreté, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention des résultats décrits au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chaque prestation de lavage et de repassage des articles textiles.

Si le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

5.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

5.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

5.5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux de l'Inserm. Le titulaire est le seul responsable des matériels qu'il utilise durant ses prestations. Le prestataire est responsable de l'enlèvement du linge sale et cela jusqu'à la restitution du linge propre aux structures de recherche concernées par le marché.

ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Conformément aux articles 27 à 29 du CCAG FCS, des opérations de vérification portant sur les fournitures livrées et enlevées seront réalisées par le représentant ou le correspondant désigné de la structure de recherche.

La signature du bon de livraison vaut admission des fournitures livrées et enlevées.

La structure de recherche dispose d'une semaine à compter de la livraison effectuée et de la collecte faite pour valider le bon de livraison/bordereau d'enlèvement. Passé ce délai, ces documents seront considérés comme validés.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, la décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet de la prestation exécutée sera prononcée dans un délai d'une semaine à partir de la date de livraison-enlèvement, par le représentant de la structure de recherche concernée ou son représentant, qu'il aura désigné à cet effet.

Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise. Dans l'hypothèse d'une prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être réexécutée immédiatement.

ARTICLE 7. REGIME FINANCIER

7.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison.

7.2. FORME DES PRIX

Les prix du marché sont des prix unitaires.

Aux prix HT s'applique la taxe à la valeur ajoutée (TVA) selon le taux en vigueur au jour de la livraison. Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix sont fermes pendant la première période contractuelle puis révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire adresse à l'Inserm ses nouveaux tarifs révisés au minimum trente jours avant leur date de mise en application à l'adresse : achat.dr-paris6@inserm.fr

L'Inserm dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

Si l'Inserm ne manifeste pas d'opposition aux nouveaux prix, leur application sera effective à compter de la date anniversaire du présent accord-cadre.

L'Inserm se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier sans indemnité le présent marché après un préavis d'un mois, en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 2%.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

7.3. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande émis est validé par l'ordonnateur de l'Inserm concerné (ou son représentant dûment habilité) et est envoyé par mail au titulaire qui doit en accuser réception.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la prise d'effet de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, et ce jusqu'à l'expiration de la durée de validité de cet accord-cadre. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

Les bons de commande émis avant la date d'expiration de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, dont l'exécution s'étend au-delà de cette date, doivent être exécutés entièrement par le titulaire. Les bons de commande sont établis sur la base des prix prévus à l'annexe financière du présent accord-cadre.

Les bons de commande portent obligatoirement les mentions suivantes :

- la référence au présent accord-cadre (objet et numéro) ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- les prix des prestations HT et TTC tels que prévus dans l'annexe financière à l'acte d'engagement

- les modalités d'exécution telles que :
 - l'adresse exacte de livraison ;
 - Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale Inserm : 18003604802391
 - Le code service : numéro de la structure de recherche
 - Le numéro d'engagement : numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception de la commande, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour émettre des observations par écrit à l'émetteur du bon de commande ou son représentant.

7.4. AVANCE

En application de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, le versement d'une avance n'est pas prévu dans le cadre du présent marché.

7.5. FACTURATION ET PAIEMENT

7.5.1. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Paris IDF Centre Est.

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation régionale ;
- l'identification du titulaire émetteur de la facture (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de la livraison effective des prestations livrées ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

7.5.2. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

7.5.3. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

Titulaire :

Intitulé bancaire ou postal :
Adresse :
Code Banque ou Postal :
Code Guichet :
au compte n° :
Clé RIB ou RIB :

Le titulaire joint un RIB à l'appui de son offre.

Le titulaire s'engage à informer l'INSERM de toute modification de ses coordonnées bancaires avant la transmission de ses factures.

7.6. DELAI DE PAIEMENT

7.6.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

7.6.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

7.6.3. ORDONNATEUR DE LA DEPENSE ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

L'ordonnateur de la dépense relative au présent marché est la déléguée régionale de la Délégation Paris Centre Est.

Le comptable assignataire du paiement de la dépense relative au présent marché est l'agent comptable secondaire de la Délégation Paris Centre Est.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS

8.1. MODIFICATION DU MARCHÉ

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

8.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

8.3. CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 5.4 du présent CCAP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Inserm, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

8.4. MODIFICATIONS UNILATÉRALES PAR L'ACHETEUR

En application de l'article L.6 du code de la commande publique, dans le cas où une modification pour motif d'intérêt général est rendue nécessaire, l'Acheteur est habilité à modifier unilatéralement le présent marché public.

Cette modification unilatérale pour motif d'intérêt général n'ouvre pas le droit à une indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 9. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 10.2 du présent CCAP.

ARTICLE 10. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

10.1. PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

10.2. PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

10.3. AUTRES PENALITES

10.3.1. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant global et forfaitaire hors taxes du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

10.3.2. PENALITES POUR ABSENCE DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

L'intervention de sous-traitants non préalablement déclarés et aux conditions de paiement agréées dans les conditions de l'article 11 du présent document, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros.

Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation par l'Inserm. Cette pénalité est applicable sans mise en demeure préalable sur les sommes dues au titulaire.

La régularisation a posteriori de l'intervention du ou des sous-traitants concerné(s) n'exonère pas le titulaire de l'application de la présente pénalité.

10.4. PLAFONNEMENT DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20%** de la valeur des prestations objet du marché.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1. LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.2. SOUS-TRAITANT

11.2.1. PROCEDURE D'AGREMENT

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au soustraitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

11.2.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 7.6.1 du CCAP.

11.3. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.4. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG- FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute du présent marché, l'Inserm se réserve la faculté de faire procéder par un tiers les prestations objets du marché public, aux frais et risques du titulaire défaillant.

11.5. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.6. DIFFERENDS - LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale Paris IDF Centre Est.

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG-FCS
3	4.1
5.2	5.1.1
6.1	30.1
7.2	38
7.3	3.7.2
10.1	14.1.1
10.4	14.1.2
11.4	38 et 42